

VIE NOUVELLE FINANCES

Journal de l'union fédérale des retraités CGT FINANCES
Numéro 57 - Septembre 2026

PROTECTION SOCIALE
UNE RENTRÉE SOUS HAUTE TENSION

TRACT DE RENTRÉE
URGENCE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

1936
LE FRONT POPULAIRE TRIOMPHE EN ESPAGNE



EXTRÊME DROITE
AUX PORTES DE L'EUROPE

la
cgt
retraité.es
FINANCES

SOMMAIRE

SEPTEMBRE

04 PROTECTION SOCIALE

Une rentrée sous haute tension

05 TRACT CGT

Urgence sociale et environnementale

08 INTERNATIONAL

Combattre la peste brune en France et en Europe

09 NÉCROLOGIE

Décès de Pascal Franchet

11 1936

Le front populaire triomphe en Espagne

12 CARTE PÉTITION

Sortir du pilotage financier de l'ARGIC-ARRCO

© Altkoel Lever - stock.adobe.com // CGT Finances



MENTIONS LÉGALES :



Directeur de la publication :
Guy CARRIERE

Imprimé par : RIVET Presse édition
24 Rue Claude Henri Gorceix
87000 LIMOGES
Tél : 05 55 04 49 50

Commission paritaire : 0317 5 08364
N° ISSN : 2276-1063
UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS DES FINANCES
CGT
263 rue de Paris
Case 540 - 93514 - Montreuil cedex
Tél : 01 55 82 76 66
Courriel : ufr@cgtf finances.fr
PRIX 0,50 €
Internet : www.cgtf finances.fr

Prix : 0.50 €

Ont collaboré à la rédaction de ce numéro :

Guy CARRIERE
Christian DELARUE
Alain GUICHARD
Dominique MICAT
Patricia TEJAS

Photos : Musée Anonio
MACHADO et tombe
(Alain Guichard)

Maquettage : Hélène
CANOT



ÉDITO

MOBILISATION GÉNÉRALE CONTRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE ET PATRONALE !

Nous vivons une période d'intense affrontement entre le capital et le travail qui fait la démonstration de l'incapacité du système capitaliste à répondre aux besoins humains, à préserver la planète et à garantir la paix. Cet été a démontré, s'il en était encore besoin, que ce modèle économique accélère la crise écologique, la hausse du chômage, défend la politique impérialiste des USA notamment à Cuba, accélère la dégradation de la situation en Palestine, en particulier en Cisjordanie avec la colonisation amplifiée par Netanyahu, pour ne citer que quelques exemples.

En France, la crise sociale, démocratique et politique est exacerbée par 10 ans de macronisme. La désindustrialisation, la dégradation des services publics et l'affaiblissement de la Sécurité sociale réduisent les capacités du pays à répondre aux besoins. Les salaires et les pensions ne permettent plus de vivre. La crise du logement a atteint un niveau insupportable, des millions de personnes ne peuvent plus se loger dignement et parmi elles des milliers de retraité.e.s. L'accès aux soins est en constante dégradation.

Cette dégradation des conditions de vie au et hors travail permet à l'extrême droite de détourner et d'instrumentaliser la légitime colère d'une grande majorité de citoyens et citoyennes. L'extrême droite et la droite extrême stigmatisent les immigré.e.s, les chômeurs, les fonctionnaires, les bénéficiaires de minima sociaux tout en épargnant les puissances du capital.

La CGT est consciente qu'on ne fera pas reculer ces idées et propositions nauséabondes par la seule dénonciation morale. Il faut d'urgence combattre les causes sociales, politiques et idéologiques de leur progression et reconstruire un intérêt commun par une lutte acharnée contre le capitalisme.

Nous, retraité.e.s CGT finances nous savons bien que d'autres choix sont possibles. La bataille budgétaire pour le PLF et le PLFSS 2027 fait rage et le gouvernement a multiplié tout l'été les attaques en commençant par l'augmentation des franchises médicales et en affichant sa volonté de désindexer une partie des retraites de l'inflation. Aidé par des médias serviles, il ne se passe pas une semaine sans que la petite musique sur la situation « confortable » des retraité-es, ne soit reprise et diffusée sur les ondes.

Avec notre UCR, à quelques mois d'une élection présidentielle à hauts risques, nous devons être à l'initiative et provoquer des débats, des rencontres, sur les réalités que vivent les retraité.e.s. L'agenda social est très fourni, la rentrée sociale est déjà construite autour de nombreuses mobilisations.

Alors sans attendre toutes et tous dans l'action !



PROTECTION SOCIALE

UNE RENTRÉE SOUS HAUTE TENSION

Profitant de la trêve estivale, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois à notre protection sociale.

Sa cible, les assurés sociaux parmi lesquels les retraité-es seront les premiers touchés.

Deux projets de décrets vont être soumis au Conseil d'administration de la CNAM qui ne dispose que d'un avis consultatif.

Le premier prévoit d'accélérer le déremboursement de certains médicaments, des transports sanitaires et des consultations chez les chirurgiens-dentistes. Le second vise à doubler les plafonds des participations forfaitaires et des franchises médicales fixés chacun à 50 euros par an. Les plafonds passeraient donc à 100 euros chacun, soit un reste à charge pouvant atteindre 200 euros pour les assurés sociaux.

Pour le gouvernement, il s'agit de faire des économies. Pour des millions de personnes, cela signifie surtout devoir payer davantage pour se soigner ou renoncer aux soins faute de moyens.

Pourtant chacun sait que le renoncement aux soins entraîne à terme une aggravation des pathologies, davantage d'hospitalisations et des coûts plus importants pour la collectivité

Selon un sondage réalisé pour la Fédération Hospitalière de France, 80% des Français déclarent avoir déjà renoncé à au moins un soin en 2025 dont près de la moitié en raison d'un coût trop élevé ou d'un remboursement insuffisant.



© NANK - stock.adobe.com // CGT Finances

Les retraité-es : premier-es touché-es

Avec l'âge, les besoins en soins augmentent naturellement. Pourtant, au lieu de garantir un meilleur accès aux soins, l'exécutif organise un nouveau transfert de dépenses de santé. Les complémentaires-santé augmenteront leurs cotisations. Une situation insupportable quand 1,6 millions de retraité-es ont déjà renoncé à une complémentaire santé en raison de leur coût.

Pendant ce temps, les pensions stagnent, le pouvoir d'achat recule et les restes à charge augmentent.

Les assurés sociaux ne se soignent pas par confort ou par plaisir. Elles et ils se soignent parce qu'elles et ils en ont besoin. Le véritable problème réside dans le manque de recettes. Comment accepter que près de 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales soient accordées chaque année aux entreprises tandis que l'on demande toujours plus d'efforts aux retraité-es, aux salarié-es et aux malades ?

Ensemble, refusons les reculs sociaux et défendons nos droits !

La Sécurité sociale est notre bien commun. Elle n'est ni une charge ni un coût : elle est un investissement dans la dignité, la santé et l'égalité. L'argent existe. La question est celle de son utilisation et de son partage. Refusons une société où l'on sacrifie la santé, la protection sociale et les services publics au nom de l'austérité. Refusons que les retraité-es, les malades et les familles soient une nouvelle fois mis à contribution. Refusons que l'accès aux soins devienne un privilège réservé à celles et ceux qui en ont les moyens.

Au contraire, exigeons le maintien et le renforcement du remboursement des soins, une Sécurité sociale financée à hauteur des besoins de la population, une véritable politique de justice sociale et de solidarité.

C'est pourquoi l'Union Fédérale des Retraité-es CGT des Finances appelle tous les retraité-es à se mobiliser les 14 octobre et 19 novembre 2026 pour la revalorisation de nos pensions et retraites, pour le développement des services publics et pour la défense de la Sécurité Sociale.



Urgences sociales et environnementales

Revendiquer et se mobiliser pour gagner

1. Pour répondre aux catastrophes, l'urgence c'est + de pompiers, de soignants, d'enseignants... + de services publics !

- **L'été a été difficile** : les canicules, les méga-feux et les conditions de travail dégradées ont montré à quel point nous avons besoin de services publics solides. Pendant ce temps, gouvernement et patronat nous parlent de supprimer des postes de fonctionnaires... Au lieu de chercher à nous voler le 1er mai, l'urgence serait de nous protéger face à l'exposition à la chaleur et de pouvoir compter sur nos services publics et des politiques de prévention en matière de santé, de sécurité et d'environnement.
- **Le besoin de repos** s'est fait sentir par toutes et tous. Par la grève, les congés payés ont été conquis il y a 90 ans ! Mais c'est de plus en plus difficile de partir à cause des salaires trop bas. On attend les congés payés toute l'année parce que le travail est dur, mais on était presque pressés que l'été se termine...

2. Budget de l'État : stopper l'arrosage des grandes fortunes et des multinationales.

- **Les richesses accaparées par quelques-uns** : les 500 plus grandes fortunes françaises sont passées d'environ 200 milliards d'euros en 2010 à... 1 200 milliards en 2025 ! Alors que c'est nous qui produisons les richesses, nos salaires eux n'ont pas augmenté de 500% en 15 ans ! Pendant ce temps, les mêmes refusent l'indexation des salaires sur les prix et la taxe Zucman qui propose juste que les ultra-riches contribuent autant que le reste de la population...
- **Les grandes entreprises font leur loi** : 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contreparties sur les salaires, l'emploi ou l'investissement. On nous parle de dette de l'État en agitant le chiffre d'une augmentation de 5 000 € / seconde, mais les 211 milliards d'aides aux entreprises coûtent 6 700 € / seconde. De l'argent il y en a : le PIB continue de croître et le problème ne vient pas des dépenses sociales, utiles, mais des recettes dont on se prive avec les cadeaux aux plus fortunés et aux grandes entreprises !

3. Notre sécu, nos retraites = nos cotisations, nos droits !

- **La retraite n'est pas une aide : c'est un droit acquis par le travail et les cotisations.** Sur chaque fiche de paie il y a le salaire net pour le mois et le salaire brut, avec nos cotisations qui ouvrent des droits pour toute la vie en cas de maladie, parentalité, chômage, et pour nos retraites. Les exonérations de cotisations sociales entraînent une politique de bas salaires car plus les salaires sont faibles, plus les exonérations sont importantes. Chercher à désindexer les retraites, c'est donc nous voler à une part de salaire ! C'est pourquoi les retraités appellent à la mobilisation le 14 octobre.
- **C'est nous qui travaillons, c'est nous qui produisons, aux grandes entreprises et aux plus fortunés de contribuer !** Cherchez l'erreur : ceux qui refusent de faire contribuer davantage les plus grandes fortunes demandent ensuite aux salarié·es et aux retraité·es de payer leur facture. Augmenter les salaires, c'est aussi augmenter les cotisations et mieux financer notre protection sociale.

On s'organise !

=> pour mener la bataille contre les **licenciements**, pour l'augmentation des **salaires** et des **pensions**

=> pour gagner une loi intégrale contre les **violences sexistes et sexuelles le 7 septembre** et pour l'égalité salariale

Pour le progrès social et environnemental :

=> le **15 septembre** dans l'énergie, la santé/action sociale, les organismes sociaux et l'enseignement supérieur

=> le **26 septembre** grande marche pour le climat, la paix et les solidarités

29 septembre :

pour nos services publics et l'augmentation des salaires, grande journée de grève et de manifestations intersyndicales des pompiers, hospitaliers, enseignant·es et de toutes celles et ceux qui assurent des missions de services publics



C'est le moment de se syndiquer :

COMBATTRE LA BRUNE EN FRANCE EUROPE



ESTE E ET EN

Les extrêmes droites sont montantes en France et en Europe. Aucune nation n'échappe au phénomène, quoique de façon variable.,

Que les forces d'extrême droite proposent ou non la sortie de l'Union européenne, les idées forces sont similaires et tournent autour d'une sorte de «communautarisme national» qui stigmatise l'étranger et protège le «riche» responsable qui accumule les richesses, sans contribuer aux besoins de la nation à proportion de ses facultés contributives.

Le mécontentement ne va pas tant vers le ou les responsables réels des situations que vers le voisin, étranger ou issu d'une autre origine que la sienne. On a appelé cela «la conscience triangulaire» qui s'oppose aussi bien à Macron pour l'austérité qu'aux immigrés qui travaillent chez nous, pour nous, dans de moins bonnes conditions de travail et de vie. Et ce sont les partis politiques d'extrême droite comme le RN qui sont alors vus comme pertinents bien que le volet social jadis présenté ne le soit plus.

Depuis quelques mois maintenant, Laurent Mauduit* et Johann Chapoutot* partagent publiquement une analyse critique des liens entre capitalisme, pouvoir et extrême droite. Laurent

Mauduit se concentre sur la France contemporaine (notamment le «capitalisme libertarien»), tandis que Johann Chapoutot étudie l'Allemagne des années 1920-1940. L'hypocrisie du «social» promu par les extrêmes droites tant en France qu'ailleurs en Europe, souvent sous prétexte de défendre la nation (euroscepticisme ou communautarisme national) n'est plus à démontrer. Elle dénonce un ennemi exogène et cache un ennemi endogène débouchant sur l'expulsion des immigrés ou, a minima leur imposer un statut subalterne.

Les extrêmes droites sont d'abord au service du capital, des grandes entreprises et des 1 % de la population la plus riche, accumulant les dividendes de la finance de l'ombre. Aujourd'hui la chose est devenue évidente, le discours à la fois national et pro-social en faveur des travailleurs français s'est éclipsé. Les extrêmes droites se rapprochent du grand patronat et soutiennent les riches, trop riches, tandis que le grand patronat, pour l'essentiel, préfère les extrêmes droites que les gauches de gauche, celles qui restent fermes face aux attaques dans et hors travail.

Pour assurer cette domination, les maires RN s'en prennent ouvertement aux syndicats, aux manifestations de travailleurs-ses (Cf. article de l'Humanité du 25 août 2026). Leurs propositions : l'augmentation des horaires hebdomadaires de travail, un nationalisme d'exclusion sur fond de racisme et de sexisme, la promotion d'un productivisme débridé au détriment de la biodiversité et des conséquences pour l'avenir de l'humanité !



© Victor - stockphoto.com / C&T France

“

LES EXTRÊMES DROITES ACCOMPAGNENT ET RENFORCENT LA DICTATURE DE LA FINANCE

La lutte contre les extrêmes droites ne se limite pas au champ dit «sociétal» : racisme, sexisme, défense des droits fondamentaux, justice égale pour tous...Il importe aussi de défendre les revendications syndicales tant «au travail» qu'au «hors travail». Les luttes menées pour la diminution du temps de travail, la défense du

pouvoir d'achat des salarié-es et retraité-es, la création d'un Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS), l'écologie, la défense et la promotion de la Sécurité sociale, des services publics etc. sont autant de coings enfoncés dans l'idéologie mortifère du RN.

* L. Mauduit, écrivain et journaliste

*Johann Chapoutot : historien, professeur à la Sorbonne, spécialiste de l'histoire du nazisme et de l'Allemagne

DÉCÈS DE NOTRE CAMARADE PASCAL FRANCHET



Né en 1955, Pascal FRANCHET est décédé le 11 juillet 2026 à 71 ans.

Pascal fut un militant aux multiples responsabilités syndicales et politiques, toujours au service du camp des travailleurs et travailleuses, du privé comme du public, français ou non, actifs ou retraité-es. Pascal Franchet fut longtemps secrétaire de la section SNADI-CGT d'Ile et Vilaine et membre de la commission exécutive du SNADGI-CGT de sa section départementale.

Elu à la Commission Exécutive Nationale (CEN) du SNADG-CGT, Pascal Franchet en été un membre très actif en particulier durant la crise syndicale de 1992-1993 qu'a traversé le SNADGI-CGT. Membre de la commission exécutive et du bureau de l'UD-CGT d'Ile et Vilaine, Pascal était aussi l'animateur d'un collectif UGFF-CGT de son département.

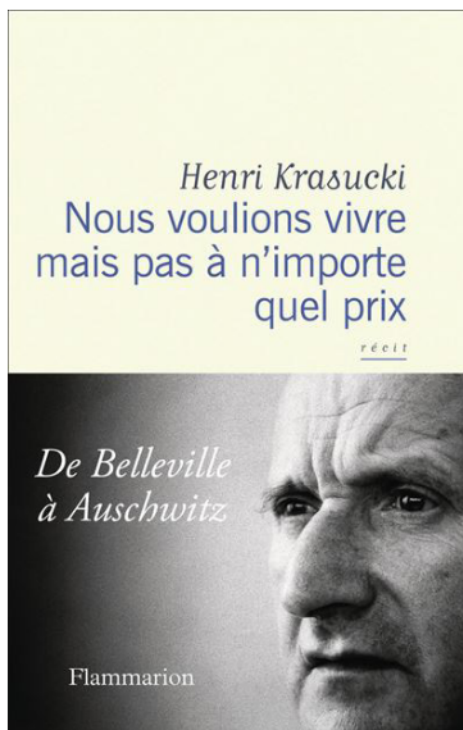
Il fut aussi l'auteur et l'animateur d'une feuille syndicale périodique « Marcher en luttant ». Militant alter-mondialiste, Pascal avait adhéré à ATTAC en 2010.

A sa famille, à ses proches, l'UFR-CGT adresse ses sincères condoléances.

À LIRE

De Belleville à
Auschwitz

*Henri Krasucki,
Denis Peschanski*



« La question primordiale, c'était préserver la dignité, pouvoir se regarder dans les yeux des autres, et se sentir soi-même un homme plus fort que l'ennemi. C'était la première condition pour survivre. »

En 1998, Henri Krasucki, ancien dirigeant de la CGT, figure majeure du mouvement ouvrier, livre vingt heures d'un témoignage exceptionnel à la Fondation pour la mémoire de la déportation. Il y raconte dans le détail son entrée dans la Résistance, son activité clandestine au sein du groupe des jeunes Juifs de la MOI, l'arrestation en mars 1943 et la déportation à Auschwitz, la vie au camp de Jawischowitz et la marche de la mort en janvier 1945.

Ce document inédit est aussi un témoignage rare et précieux sur une enfance joyeuse et militante dans les rues de Belleville, et les années du Front populaire tandis qu'Henri Krasucki exerçait des fonctions de direction au sein des Jeunesses communistes. Le texte, très personnel, au plus près de l'expérience vécue, est d'une émotion puissante. Un homme s'y dévoile.



ucr-actualités

bulletin d'information trimestriel de la cgt retraités-es

#292

JUILLET/AOÛT/SEPT.
2026



SOMMAIRE

2

54^e congrès de la Cgt.
Parole de délégué-es

6

Des dates et un objectif:
la satisfaction de nos revendications

7

Chaque voix compte
pour l'avenir de la Caisse



1936

LE FRONT POPULAIRE TRIOMPHE EN ESPAGNE



Nous célébrons cette année les 90 ans de la victoire du Front populaire en France lors des élections du 3 mai 1936. Nous devons y associer la victoire du Front populaire (Frente popular) en Espagne quelques semaines plus tôt le 16 février. Dans nos deux pays c'est la crainte de l'arrivée au pouvoir du fascisme qui a conduit à la mise en place de ces coalitions. Mussolini est au pouvoir depuis 1924 en Italie, Salazar au Portugal depuis 1932 et Hitler en Allemagne depuis 1933. En Espagne le général

Franco, déplacé aux Canaries par le gouvernement du front populaire, prépare un soulèvement militaire avec d'autres généraux. Le coup d'état du 18 juillet 1936 échoue mais Franco débarque en Andalousie. C'est le début de la guerre d'Espagne. Franco a le soutien des dictateurs Hitler, Mussolini et Salazar. Pour venir en soutien à l'Espagne républicaine de nombreux français intègrent les brigades internationales. Le 26 avril 1937, 44 avions allemands de la division Condor et 13 avions italiens ont bombardé la ville basque de Guernica semant la terreur tout en testant les armes qui seront utilisées pendant la seconde guerre mondiale.

Pendant près de 3 ans l'armée républicaine espagnole avec l'appui des brigades internationales va combattre les troupes franquistes et malgré les appels à l'aide du gouvernement républicain espagnol, la France et la Grande Bretagne décident la non intervention. Dès le début de 1939 des réfugiés passent la frontière après l'effondrement du front de Catalogne et le gouvernement français installe des camps de réfugiés. Un des principaux se situe sur la plage d'Argelès sur mer. Entre février et juin plus de 110 000 personnes se retrouvent dans ce camp. D'autres camps sont installés en France dans lesquels les conditions de vie sont très précaires, il y règne une grande promiscuité. Le camp d'Argelès sera même appelé camp de concentration. Le 1^{er} avril 1939, Franco annonce à Madrid que la guerre est terminée. Le fascisme s'installe en Espagne pour de nombreuses années. Quelques mois plus tard l'Europe va s'embraser, l'Espagne aura servi de test pour Hitler et Mussolini. Les réfugiés espagnols continuent à

passer la frontière tant du côté des Pyrénées Orientales que des Basses Pyrénées (elles n'ont pas encore été renommées Pyrénées Atlantiques). Un certain nombre d'entre eux rejoindront la résistance contre l'occupant allemand.

Si vous passez par Argelès sur mer allez visiter le mémorial du camp rue de la Libération dans le centre de la commune. Étant dans cette région il faut se rendre au musée et sur la tombe d'Antonio MACHADO à Collioure. Il n'a pas été fusillé par les franquistes contrairement à son ami Federico GARCIA LORCA, MACHADO met alors sa plume au service de la République dès qu'éclate la guerre civile d'abord à Madrid puis en 1938 à Barcelone. À la veille de la chute de la République et après l'effondrement du front de Catalogne il passe la frontière avec sa mère et un de ses frères. Il arrive à Cerbère le 28 janvier. Le 29 il est accueilli à l'hôtel Quintana à Collioure. Il est très affaibli et meurt le 22 février 1939. L'hôtel Quintana a été transformé en musée et sa tombe est à une centaine de mètres au petit cimetière de Collioure. Le drapeau de la République espagnole flotte au-dessus de la tombe.

Extrait du poème Les poètes de Louis Aragon chanté par Jean Ferrat

*Machado dort à Collioure
Trois pas suffirent hors d'Espagne
Que le ciel pour lui se fit lourd
Il s'assit dans cette campagne
Et ferma les yeux pour toujours*



Retraité·es
et salarié·es,
ne laissons pas
le patronat
imposer sa loi!

Retraite complémentaire AGIRC-ARRCO

- **DROIT** de vivre dignement sa retraite.
- **SOLIDARITÉ** à l'égard des générations futures.
- **DONNER** la priorité à l'augmentation des retraites avec de nouveaux droits.
- **GARANTIR** le système de retraite par répartition à prestations définies dans le cadre d'une Sécurité sociale intégrale.

Sortir du « pilotage » financier de l'AGIRC-ARRCO

(108 milliards d'euros de réserves, soit 12 mois de prestations)

C'EST DE L'ARGENT PRIS SUR LE DOS DES RETRAITÉ·ES ET DES SALARIÉ·ES

Madame la présidente de l'agirc-arrco,

Avec l'Union confédérale des retraité·es
(UCR-CGT), j'exige :

- ☛ **Un plan** de rattrapage des 10% de perte de pouvoir d'achat depuis 2020
- ☛ **Une augmentation** immédiate de 5 % du prix du point service (retraite) comprenant :
 - 1 %... rattrapage 2025
 - 2,6 %... maintien du pouvoir d'achat 2026
 - 2 %... augmentation du pouvoir d'achat
- ☛ **Baisse** de 2 % du prix du point d'achat.
- ☛ **L'obtention** de points dès le premier euro cotisé.
- ☛ **Suppression** de la sous-indexation de 0,4 % par rapport à l'inflation.
- ☛ **L'attribution** de points supplémentaires pour les petites retraites.
- ☛ **Retour** au principe de revalorisation en début d'année.

**LE 14 OCTOBRE 2026
LE CA DE L'AGIRC-ARRCO
DOIT RÉPONDRE
AUX BESOINS REVENDICATIFS
DES RETRAITÉ·ES ET SALARIÉ·ES.**

Je signe :

Nom

Prénom

Code postal

Retraité·e ☐ salarié·e ☐

Signature

À remettre à un·e responsable de la CGT ou à envoyer à :
UCR-CGT - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex